

Acte rendu exécutoire après :

- transmission en Préfecture le : /
- publication le :

Rapport présenté par G. HUG

27 MARS 2024

Session ordinaire	Début : 14h30 / Fin : 16h20
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	08 mars 2024
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	08 mars 2024
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	6	Myriam PARIS – Franck FAVRE – Gérard HUG – Claude BRENDER – Jean-Laurent KISTLER – Hervé KRIEGER
Présents en visio-conférence	5	Éric STRAUMANN – Lucien MULLER – Odile UHLRICH-MALLET – Christelle LEHRY – Nicolas BRUTIN
Procurations	2	Franck FAVRE, procuration de Céline KERN-BORNI Jean-Laurent KISTLER, procuration de Lionel ROUILLON
Absents non représentés	3	Bertrand BURGER – Christian ZIMMERMANN – Yann QUIQUANDON

## AMENAGEMENT DU PARC D'ACTIVITES ECORHENA

### VIABILISATION DES SECTEURS 2 ET 3 – ETAT D'AVANCEMENT

À l'occasion de ce point, le Président partage les principales informations relatives à l'aménagement des secteurs 2 et 3, à savoir :

- Démarrage du chantier de viabilisation des secteurs 2 et 3 d'accès portuaire le 04 mars pour une durée de 2 mois ;
- Démarrage des fouilles archéologiques complémentaires dans le secteur 3 au mois d'avril pour une durée de 2 à 3 semaines – la levée des hypothèques d'archéologie suivra immédiatement cette campagne ;
- Levée progressive des clauses suspensives de la promesse de vente signée avec le groupe Liebherr-France (division parcellaire réalisée, approbation de la modification et de la révision du PLUi...) et état d'avancement du projet industriel (dépôt d'un premier permis de construire pour le projet du montage de cabines prévu pour la fin du premier semestre).

Parallèlement, le groupe de suivi des mesures de la séquence Éviter-Réduire-Compenser s'est réuni le 14 février 2024 avec une visite sur le terrain. Pour rappel, ce groupe est constitué des services de l'État (DREAL, DDT), des associations de protection de la nature, des représentants de la chasse et des maires des communes concernées. À ce stade, le Syndicat a réalisé l'intégralité des mesures favorables aux zones humides, environ un tiers des mesures relatives à la création des pelouses et autant concernant les linéaires d'arbustifs (haies). Pour des raisons de non-disponibilité des plants, aucun boisement compensateur n'a pu être réalisé. Le suivi écologique de ces mesures exigé par l'arrêté préfectoral a également été engagé.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance,

**PREND ACTE** des informations présentées par le Président.

Pour extrait conforme  
Le Président,  
Gérard HUG

